

**MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION DE COMPLÉTUDE
DES DÉPLOIEMENTS DES RÉSEAUX EN FIBRE
OPTIQUE JUSQU'À L'ABONNÉ EN DEHORS DES
ZONES TRÈS DENSES**

CONSULTATION PUBLIQUE

RÉPONSE DE TOURAINE CHER NUMÉRIQUE

Préambule

L'ARCEP a mis en consultation publique ouverte du 29 juin au 18 septembre 2015 un document relatif à la « mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses ».

Le présent document représente la contribution du syndicat mixte ouvert Touraine Cher Numérique à cette consultation.

Touraine Cher Numérique regroupe la Région Centre Val de Loire, les Départements du Cher et de l'Indre-et-Loire et les communautés de communes de ces deux départements. Ses missions concernent le suivi et la mise en œuvre des SDTAN sur un territoire représentant environ 900 000 habitants, et 260 000 prises FTTH à construire hors zone AMII. Touraine Cher Numérique a acquis un premier retour d'expérience concret avec la construction de 6 000 prises FTTH en zone rurale.

En préambule, Touraine Cher Numérique regrette que sa position exprimée lors de la consultation publique de mai 2012 n'ait pas été prise en compte. Pour mémoire, cette position est la suivante :

Afin de laisser aux collectivités locales leur autonomie d'arbitrage, et compte tenu de la proximité des élus locaux avec la population, une solution simple à mettre en œuvre en matière d'assouplissement des règles de complétude pourrait par exemple être la suivante :

« Dans les zones dans lesquelles aucun opérateur privé n'a émis d'intention d'investir, le maître d'ouvrage public peut être dispensé de l'obligation d'assurer la complétude du déploiement dans le délai de cinq ans. Cette dispense peut notamment concerner l'habitat isolé (défini comme les ensembles de 1 à 5 bâtis, éloignés de plus de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis) et ne devrait pas dépasser un maximum de 10 à 15% des prises à l'échelle du projet porté par le maître d'ouvrage public. »

Il ne nous semble pas nécessaire à ce stade de prévoir des critères supplémentaires ou des procédures administratives lourdes. En effet, si des besoins forts de raccordement au très haut débit émergeaient d'une zone non traitée, les élus locaux, qui sont en première ligne, chercheront nécessairement à répondre à cette demande.

Dans une démarche constructive, Touraine Cher Numérique souhaite cependant apporter des éléments de réponse aux différentes questions de la présente consultation.

Question n°1 : *les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?*

Touraine Cher Numérique partage la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est bien en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final. Son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate.

Cette notion de proximité immédiate peut cependant s'appréhender différemment selon les zones géographiques et la densité de locaux : si en zone agglomérée les distances de raccordement sont généralement inférieures à 50 mètres, ces distances peuvent atteindre 150 ou 200 mètres dans les zones d'habitat isolé, tout en conservant une longueur moyenne de raccordement à l'échelle de la zone arrière de point de mutualisation inférieure à 100 mètres.

Question n°2 : *l'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.*

Les scénarios analysés par l'autorité apparaissent comme théoriques et ne prennent pas en compte le cas, souvent constaté sur le terrain, de groupes de 2 ou 3 locaux isolés. Dans un tel cas de figure, le raisonnement de l'autorité nécessiterait de poser systématiquement un PBO pour 2 ou 3 locaux uniquement. De même, la distance maximale de 100 mètres semble trop contraignante par rapport à une longueur maximale de raccordement pouvant atteindre 200 mètres, tout en restant dans le cadre d'une longueur moyenne de 100 mètres à l'échelle d'une zone arrière de point de mutualisation.

Afin de conserver un niveau de souplesse compatible avec les territoires les plus ruraux, il serait nécessaire de modifier les deux paramètres retenus, à savoir que quatre câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à deux cents mètres.

Question n°3 : *les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.*

Les raccordements sur devis représentent effectivement une difficulté dans l'industrialisation de la commercialisation des prises. Si de tels mécanismes de coûts des raccordements restent en vigueur, il conviendrait d'encadrer la notion de « sur devis » en prévoyant d'une part un délai maximum de production du devis, et d'autre part un taux maximum de raccordement sur devis à l'échelle d'une zone arrière de point de mutualisation, qui pourrait être de 20%.

Sur ce point, les « préconisations envisagées » par l'Autorité dans le document mis en consultation nous semblent peu précises.

Question n°4 : *les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?*

L'introduction de la notion de logement « raccordable sur demande » nous semble introduire un niveau de souplesse bienvenu. Par contre, plusieurs évolutions devraient être introduites :

- Une séparation entre les zones agglomérées et les zones les plus rurales (plusieurs critères pourraient être utilisés pour réaliser cette séparation : densité d'habitat, nombre de mètre de réseau nécessaire par prise...).
- Pour les zones les plus rurales, la prise en compte de l'équilibre économique des projets et pas seulement le niveau d'appétence pour les services très haut débit.

Question n°5 : *les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et, le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.*

Les conséquences économiques ne doivent pas s'analyser que pour les opérateurs commerciaux, qui doivent supporter des coûts fixes à chaque point d'accès mutualisé, mais également pour les opérateurs d'immeubles, et notamment les acteurs publics, qui supportent actuellement des frais fixes de location du génie civil Orange pour l'ensemble des accès en aval d'un PM (qu'ils soient raccordables ou non). L'opérateur d'immeuble a donc dans ce cas intérêt à ne pas avoir un nombre trop important de logements raccordables sur demande. La pertinence de la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone (commune, PRDM ou PM) dépend des zones concernées :

- Sur les zones agglomérées, la notion de « raccordable sur demande » devrait être fortement limitée car l'obligation de complétude est généralement facile à respecter. Un seuil maximum à 10% pourrait être envisagé.
- Sur les zones les plus rurales, la notion de « raccordable sur demande » peut s'avérer impérative à la réalisation du projet, pour des raisons de coût. Dans ce cas, un seuil maximum à 25% semblerait acceptable.

Question n°6 : *les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.*

Compte tenu des processus de concertation et de décision parfois nécessaires, notamment dans le cadre d'opérateurs d'immeubles publics, un délai maximum de 12 mois au lieu de 4 nous semble plus pertinent pour la mise en service du PBO à compter de la réception d'une commande de la part d'un opérateur commercial.

Question n°7 : *les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.*

Touraine Cher Numérique souhaite tout d'abord alerter de nouveau l'Autorité sur le non-respect par les opérateurs des obligations pesant actuellement sur les consultations préalables. En effet, Touraine Cher Numérique, en tant que collectivité territoriale portant un SDTAN tel que défini à l'article L.1425-2 du CGCT, constate ne pas être destinataire des informations prévues. De plus, en cas de demande spécifique de Touraine Cher Numérique auprès des opérateurs d'immeuble qui déploient effectivement, les informations transmises ne correspondent pas aux obligations réglementaires. Le maillage complet d'une zone arrière de NRA ou d'une commune en PM n'est notamment jamais fourni.

Sur les informations relatives aux PBO déployés sur demande, Touraine Cher Numérique est en accord avec les modalités proposées par l'Autorité.

Question n°8 : *les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.*

Comme indiqué en préambule, il est nécessaire d'accorder une certaine souplesse aux opérateurs d'immeuble notamment lorsqu'ils interviennent en zones rurales dans le cadre d'un projet public.

Pour s'assurer d'une évaluation de l'appétence à court terme des clients potentiels et donc de la définition du caractère raccordable sur demande des prises, les deux éléments suivants nous semblent suffisants :

- Un taux maximum de locaux raccordables sur demande par zone.
- Une liste précise des locaux raccordables sur demande dans le cadre des consultations préalables. Pour établir cette liste, l'opérateur d'immeuble sera amené à intégrer plusieurs critères : niveau de débits des différentes solutions techniques existantes (ADSL, radio, satellite), attentes en matière de connexion internet exprimées par les habitants, coût moyen à la prise...